

LE SECTEUR INFORMELLE A MADAGASCAR

RANJAHARINIAINA Jean Luco Claudin, RAHARIVOLOLONIAINA
Nambininintsoa, SOLONDRAINY Joelson, RAKOTONDRANAIVO Rovamalala Linah,
MAVONAVALONA Norovololona Yollande Sylvia

RESUME

Le secteur informel à Madagascar représente près de 47 % du PIB et emploie environ 80 % de la population active. Il comprend une diversité d'activités telles que le commerce ambulant, l'agriculture de subsistance et l'artisanat. Son expansion est liée à plusieurs facteurs structurels : un taux de chômage élevé, un accès limité au financement, et une complexité administrative. Bien que son rôle économique soit crucial, il génère des conditions de travail précaires et prive l'État de recettes fiscales considérables. Les travailleurs informels souffrent d'un manque de protection sociale et de perspectives de croissance limitées. La transition vers la formalisation est freinée par des lourdeurs bureaucratiques et un soutien institutionnel insuffisant. Pour intégrer progressivement ces activités dans l'économie formelle, des stratégies incitatives telles que l'allègement fiscal et l'accès facilité au crédit sont essentielles. Une meilleure gouvernance et des réformes adaptées permettraient d'améliorer la productivité et les conditions de vie des travailleurs, tout en renforçant l'économie nationale.

Mots clés : Secteur informel, économie, précarité, formalisation.

ABSTRACT

The informal sector in Madagascar accounts for nearly 47% of GDP and employs approximately 80% of the workforce. It encompasses a variety of activities such as street vending, subsistence farming, and craftsmanship. Its growth is driven by structural factors such as high unemployment, limited access to financing, and administrative complexity. Despite its significant economic role, it creates precarious working conditions and deprives the state of substantial tax revenues. Informal workers lack social protection and face poor growth prospects. The transition to formalization is hindered by bureaucratic hurdles and insufficient institutional support. Incentive strategies such as tax relief and easier access to credit are vital for gradually integrating these activities into the formal economy. Improved governance and tailored reforms would enhance productivity, improve workers' conditions, and strengthen national economic stability.

Keywords: Informal sector, economy, precariousness, formalization.

INTRODUCTION

À Madagascar, le secteur informel occupe une place prépondérante dans l'économie nationale, représentant près de 47 % du Produit Intérieur Brut (PIB) selon une étude de la Banque Africaine de Développement. Ce secteur englobe une multitude d'activités non réglementées, telles que le commerce de rue, l'artisanat, l'agriculture de subsistance, les transports informels, ainsi que les services domestiques et divers petits métiers. Il constitue une source essentielle de revenus pour plus de 80 % de la population active, en particulier dans les zones urbaines et périurbaines, où les opportunités d'emploi formel sont limitées.

Cette prédominance de l'informalité s'explique par plusieurs facteurs structurels, dont la faiblesse du tissu industriel, la lourdeur administrative liée à l'enregistrement des entreprises, le manque d'accès au financement, ainsi que le manque de confiance envers les institutions publiques. Le secteur informel agit souvent comme un amortisseur social, permettant aux populations vulnérables de subvenir à leurs besoins de base en l'absence de politiques d'emploi efficaces.

Cependant, cette situation soulève des défis majeurs sur le plan économique et social. Les travailleurs informels sont généralement exclus des systèmes de protection sociale, ne bénéficient ni d'assurance maladie ni de retraite, et sont souvent exposés à des conditions de travail précaires, sans garanties de sécurité ou de revenu stable. Sur le plan fiscal, l'absence de régulation prive l'État d'une part importante de recettes fiscales potentielles, ce qui limite sa capacité à financer les services publics et à planifier efficacement le développement économique. En outre, la faible productivité des unités informelles constitue un frein à l'industrialisation du pays.

Face à ces enjeux, il devient impératif d'analyser les causes profondes de l'informalité, d'en évaluer les impacts socio-économiques, mais également d'explorer les voies de formalisation progressive, notamment par le biais de politiques incitatives, d'un allègement des démarches administratives, de l'amélioration de l'accès au crédit, et de la mise en place de dispositifs de protection sociale adaptés. Une telle approche pourrait favoriser l'émergence d'un tissu économique plus dynamique, inclusif et résilient, capable de contribuer durablement à la croissance économique nationale.

SECTION I : DEFINITION ET CARACTERISTIQUES DU SECTEUR INFORMEL A MADAGASCAR

A. Définition du secteur informel

Le secteur informel, tel que défini par l'Institut National de la Statistique de Madagascar (INSTAT), désigne l'ensemble des activités génératrices de revenus qui ne sont pas enregistrées dans les systèmes fiscaux et statistiques officiels. Ce champ recouvre des occupations variées telles que la vente ambulante, l'artisanat, l'agriculture de subsistance, ainsi que d'autres formes de commerce ou de services échappant à toute réglementation. L'absence de reconnaissance institutionnelle de ces activités rend leur quantification complexe, et leur contribution à l'économie nationale reste souvent sous-estimée, malgré leur poids considérable dans le quotidien des populations.

Cette marginalisation du secteur informel, tant par les autorités publiques que par une partie de la recherche académique, est souvent liée à son caractère diffus et non structuré (INSTAT, 2021). Pourtant, son importance est indéniable, notamment dans les pays en développement comme Madagascar, où il joue un rôle crucial dans la lutte contre le chômage, la pauvreté et l'exclusion sociale.

Selon les estimations de la Banque mondiale (2019), le secteur informel à Madagascar représenterait environ 80 % de l'économie nationale, ce qui souligne son caractère central dans les dynamiques économiques et sociales. Pour de nombreux ménages, il constitue la principale voire l'unique source de revenus, en particulier dans les milieux urbains et périurbains, où l'accès à l'emploi formel est limité.

B. Caractéristiques générales du secteur informel à Madagascar

Le secteur informel à Madagascar présente plusieurs caractéristiques distinctives qui le différencient du secteur formel. Ces traits résultent de contraintes économiques, institutionnelles et sociales limitant l'intégration des individus dans des structures formelles.

a) Petites unités de production individuelles

Les petites unités de production informelles (UPI) à Madagascar, telles que les producteurs de "pâte gasy", les couturières et les éleveurs de poulets individuels, constituent

une part significative du secteur informel. Ces activités, souvent familiales ou individuelles, génèrent des revenus essentiels pour de nombreux Malgaches, en particulier dans les zones rurales où les opportunités d'emploi formel sont limitées.

Cependant, ces unités font face à plusieurs défis qui entravent leur développement et leur intégration dans l'économie formelle. L'accès au crédit bancaire est limité, rendant difficile l'investissement dans l'expansion ou la modernisation de leurs activités. De plus, l'enregistrement auprès des autorités fiscales est souvent perçu comme complexe et coûteux, ce qui décourage la formalisation. En conséquence, ces unités restent informelles, limitant leur potentiel de croissance et d'internationalisation.

Une étude de Razafindrakoto et Roubaud (2014) souligne que la majorité des très petites entreprises (TPE) en milieu rural à Madagascar sont informelles et jouent un rôle crucial dans la survie économique des populations rurales. Cependant, ces TPE rencontrent des obstacles majeurs à la formalisation, notamment en raison de la complexité des démarches administratives et du manque de soutien institutionnel.

b) Prédominance de l'auto-emploi et faible salarisation

Le secteur informel malgache est marqué par une prédominance de l'auto-emploi. Les individus travaillent souvent de manière indépendante, sans contrat de travail formel ni salaire fixe. En conséquence, le secteur informel reste caractérisé par une faible rémunération et une absence de sécurité de l'emploi, exposant les travailleurs à des risques économiques et sociaux. La flexibilité du travail dans ce secteur permet cependant à de nombreux Malgaches de trouver des opportunités dans un contexte économique difficile.

c) Conditions de travail précaires

Les conditions de travail dans le secteur informel sont généralement très précaires. Les travailleurs n'ont pas accès à des infrastructures de base comme l'eau potable, l'électricité ou les installations sanitaires, surtout dans les zones rurales et les quartiers informels des villes comme Antananarivo. Cette absence d'infrastructures impacte directement la qualité de vie des travailleurs et réduit leur productivité. De plus, en raison de l'absence de régulation, les normes de sécurité et de santé au travail sont souvent négligées, augmentant les risques pour la santé des travailleurs.

C. Typologie des activités informelles à Madagascar

Le secteur informel à Madagascar est caractérisé par une diversité d'activités couvrant plusieurs secteurs économiques, tant en milieu rural qu'urbain. Cette diversité reflète les stratégies de survie adoptées par une grande partie de la population face aux défis économiques et sociaux.

a) Secteur agricole

En milieu rural, l'agriculture de subsistance constitue la principale forme d'activité informelle. Les agriculteurs cultivent des produits pour leur consommation personnelle et pour la vente sur les marchés locaux. Ces activités, souvent de petite échelle, ne sont généralement pas soumises à des normes fiscales ou à des certifications de qualité. Les produits agricoles, tels que le riz, le maïs ou les fruits, sont fréquemment échangés de manière informelle, ce qui permet aux agriculteurs de générer un revenu complémentaire. Cependant, l'absence de mécanismes de commercialisation formels limite leur accès à des marchés plus vastes et les rend vulnérables aux fluctuations des prix locaux (Razafindrakoto, 2018).

b) Commerce de rue en milieu urbain

Dans les grandes villes comme Antananarivo, le commerce de rue est omniprésent. Des milliers de petits commerçants, souvent des vendeurs ambulants ou des conducteurs de taxi-moto, exercent leurs activités sans autorisation officielle. Le commerce de rue à Antananarivo constitue un pilier de l'économie locale, avec des unités de production informelles qui génèrent la quasi-totalité de l'emploi en auto-entrepreneuriat et participent de manière significative à la survie des ménages urbains (Banque mondiale, 2020 ; ILO, 2023). Malgré cette importance, les petits commerçants de rue marchands ambulants, vendeurs de denrées et conducteurs de taxi-moto opèrent le plus souvent sans autorisation ni infrastructure adaptée, ce qui limite leur visibilité et leur accès au soutien institutionnel (World Bank, 2020). Le secteur informel représente environ 95 % de l'emploi total à Madagascar, fournissant une palette d'activités incluant le commerce de rue, l'artisanat et les services de proximité (ILO, 2023). Depuis 2020, la croissance économique reste modérée (4,2 % estimés en 2024) et peine à se traduire en amélioration des conditions de vie, renforçant le recours à l'informalité comme filet de sécurité (Banque mondiale, 2024 ; INSTAT, 2023). Les recherches menées sur la période 1995–2004 montrent par ailleurs une accumulation de capital au sein du secteur informel, soulignant son

dynamisme malgré la fragilité du contexte macroéconomique (Razafindrakoto, Roubaud & Wachsberger, 2006).

c) Autres secteurs informels

Outre le commerce de rue et l'agriculture, d'autres secteurs jouent également un rôle dans l'informalité. L'artisanat, par exemple, avec la fabrication de produits artisanaux tels que les objets en bois ou en métal, constitue une activité clé du secteur informel. De même, la réparation de biens, les services domestiques et les transports informels, comme les taxis-brousse et les pousse-pousse, sont des activités courantes. Ces secteurs représentent non seulement une source d'emploi pour les travailleurs malgaches, mais participent également à la préservation des traditions culturelles et au dynamisme des communautés locales (Razanamasy, 2019).

D. Rôle économique et social du secteur informel à Madagascar

Le secteur informel joue un rôle central dans l'économie et la société malgaches, en particulier dans un contexte marqué par un chômage structurel élevé, une pauvreté persistante et une faible capacité de l'État à générer des emplois formels. Il constitue une réponse pragmatique aux défis socio-économiques auxquels est confrontée une grande partie de la population.

a) Création d'emplois

Le secteur informel absorbe une part significative de la population active, notamment les jeunes et les femmes, qui rencontrent souvent des obstacles pour accéder au marché du travail formel. En l'absence d'opportunités d'emploi suffisantes dans le secteur formel, de nombreux individus se tournent vers l'informalité pour créer leur propre emploi, bien que dans des conditions souvent précaires. Selon le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), environ 80 % des actifs à Madagascar travaillent dans le secteur informel, ce qui souligne son importance dans l'économie nationale.

b) Réduction de la pauvreté

Dans de nombreuses régions de Madagascar, l'informalité constitue un moyen essentiel pour les familles de générer des revenus et de subvenir à leurs besoins. La vente de produits

agricoles ou la prestation de services informels permet à de nombreuses personnes de sortir temporairement de la pauvreté, bien que ces activités n'offrent pas toujours un revenu stable. Le secteur informel joue ainsi un rôle crucial dans la résilience économique des ménages face à la pauvreté persistante .

c) Contribution à l'économie nationale

Bien que le secteur informel échappe souvent à la fiscalité, il contribue significativement à l'économie nationale en créant des richesses et en soutenant les dynamiques économiques locales. Les activités informelles stimulent la demande de biens et services, générant ainsi des revenus pour les fournisseurs locaux et les producteurs. Le secteur informel devient ainsi un moteur important de la consommation et du commerce au niveau local.

E. Défis associés au secteur informel à Madagascar

Malgré son rôle crucial dans l'économie malgache, le secteur informel est confronté à de nombreux défis structurels et sociaux qui entravent son développement et la sécurité des travailleurs.

a) Conditions de travail précaires

Les travailleurs du secteur informel à Madagascar exercent souvent dans des conditions extrêmement précaires. Ils ne bénéficient généralement d'aucune protection sociale, ni d'assurance maladie ou de retraite. Cette absence de couverture les rend particulièrement vulnérables en cas de maladie, d'accident ou de perte d'emploi. De plus, les normes de sécurité et de santé au travail sont rarement respectées, exposant les travailleurs à des risques accrus. Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), 88 % des actifs occupés dans l'informel agricole et 70 % dans l'informel non agricole sont dans une situation d'emploi inadéquat, caractérisée par l'instabilité et l'absence de protection sociale

b) Accès limité aux financements et à la formation professionnelle

L'un des obstacles majeurs pour les acteurs du secteur informel est l'accès restreint aux financements et aux formations professionnelles. En raison de l'absence de formalisation, ces travailleurs n'ont généralement pas accès aux prêts bancaires, aux subventions

gouvernementales ou aux programmes de développement des compétences. Cette situation limite leur capacité à développer leurs activités et à améliorer leur productivité.

Pour remédier à cette problématique, le Fonds malgache de formation professionnelle (FMFP) a été mis en place en 2019. Ce fonds vise à financer les besoins en formation pour améliorer la compétitivité des entreprises et promouvoir l'employabilité des jeunes et des populations vulnérables. Depuis sa création, le FMFP a financé plus de 2 000 projets et formé environ 77 000 salariés, contribuant ainsi à renforcer les compétences des travailleurs malgaches. Cependant, malgré ces initiatives, l'adaptation de la formation professionnelle aux besoins de l'économie reste un défi majeur. Il est essentiel de poursuivre les efforts pour aligner les programmes de formation sur les réalités du marché du travail et pour faciliter l'accès des travailleurs informels à ces opportunités de développement.

SECTION II : FACTEURS FAVORISANT L'EXPANSION DU SECTEUR INFORMEL

A. Contraintes économiques et sociales

1. Chômage élevé et sous-emploi

À Madagascar, le marché du travail est caractérisé par un faible taux de chômage officiel, estimé à 1,3 % en 2012. Toutefois, cette donnée masque une réalité bien plus complexe : celle d'un sous-emploi massif, qui touche une large majorité de la population active. Selon l'Institut National de la Statistique (INSTAT, 2012), environ 80 % des travailleurs occupaient des emplois considérés comme inadéquats, ce qui signifie qu'ils travaillent soit en deçà de leurs compétences, soit avec des horaires insuffisants ou dans des conditions instables. Ce phénomène est particulièrement marqué chez les jeunes. En effet, selon une étude menée par Berkhout et al. (2020), près de 50 % des jeunes de moins de 29 ans sont sans emploi ou sous-employés, notamment en raison de l'inadéquation entre la formation reçue et les exigences du marché du travail. Cela les pousse massivement à intégrer le secteur informel, souvent comme solution de survie.

2. Pauvreté et faiblesse du capital humain

La pauvreté demeure un facteur structurel favorisant l'expansion du secteur informel. D'après la Banque mondiale (2022), environ 75,2 % de la population Malgache vivait en dessous du seuil de pauvreté national, avec une prévalence encore plus forte en milieu rural.

(79,9 %). Cette situation limite considérablement l'accès à une éducation de qualité et à des formations professionnelles adaptées. En conséquence, la majorité des individus n'acquièrent pas les compétences nécessaires pour accéder à un emploi formel stable et bien rémunéré. Le faible niveau de qualification réduit ainsi la compétitivité des travailleurs malgaches sur le marché du travail formel, les contraignant à se tourner vers des activités informelles, souvent peu rentables et précaires, comme le petit commerce ou les travaux journaliers (Banque mondiale, 2022).

3. Urbanisation rapide et exode rural

L'urbanisation rapide constitue un autre facteur structurel contribuant à l'élargissement du secteur informel. Les grandes villes, en particulier Antananarivo, connaissent un afflux important de migrants issus des zones rurales. Cette migration est souvent motivée par la recherche de meilleures conditions de vie et d'opportunités économiques. Cependant, ces nouveaux arrivants se heurtent à un marché du travail saturé et à une offre d'emplois formels insuffisante. En conséquence, ils s'installent généralement dans des quartiers informels et s'adonnent à des activités non réglementées, comme le commerce ambulant, la conduite de pousse-pousse ou l'artisanat. Selon la Banque mondiale (2022), une proportion importante des habitants d'Antananarivo vit dans des conditions informelles, tant sur le plan résidentiel que professionnel, ce qui contribue à l'enracinement du secteur informel dans le tissu économique urbain.

4. Absence de protection sociale

Le manque de protection sociale constitue un frein majeur à la formalisation de l'économie. En effet, à Madagascar, les dispositifs de sécurité sociale ne couvrent qu'une infime partie de la population. D'après l'UNICEF (2020), seulement 6 % des Malgaches bénéficient d'une quelconque forme de protection sociale. Cette carence signifie que les travailleurs informels ne disposent d'aucune couverture en cas de maladie, d'accident du travail ou de vieillesse, les rendant particulièrement vulnérables. En l'absence d'un système de soutien étatique, l'entrée dans le secteur formel apparaît comme une démarche coûteuse, voire risquée. Cette situation pousse de nombreux travailleurs à rester dans l'informalité, malgré les faibles revenus et la précarité qu'elle implique, car cela leur permet au moins une certaine flexibilité et autonomie.

B. Obstacles institutionnels

1. Complexité administrative et coûts de formalisation

La complexité des démarches administratives et les coûts associés à la formalisation des entreprises constituent des obstacles majeurs à la transition vers une économie formelle à Madagascar. Les procédures d'enregistrement des entreprises sont souvent longues et coûteuses, décourageant ainsi de nombreux petits entrepreneurs. Cette situation est exacerbée par une bureaucratie lourde et un manque de simplification des démarches fiscales et administratives, incitant une partie significative des petites entreprises à rester dans l'informalité.

2. Fiscalité inadaptée et lourdeurs bureaucratiques

Le système fiscal malgache, bien qu'en évolution, reste inadapté aux besoins des micro-entrepreneurs. Les charges fiscales sont souvent considérées comme des barrières supplémentaires pour les petites entreprises, en particulier dans un environnement où l'accès à l'information et aux services de conseil est limité. La fiscalité lourde et l'absence d'incitations fiscales pour les petites entreprises contribuent à maintenir une grande partie des activités dans l'informel.

3. Manque de soutien institutionnel et financier

L'accès limité aux financements formels et aux services de développement constitue une contrainte majeure pour les entrepreneurs du secteur informel. Selon des données récentes, moins de 20 % des acteurs économiques informels ont accès à des prêts bancaires. Cette absence de soutien institutionnel empêche les petites entreprises de se développer et de formaliser leurs activités, limitant ainsi leur potentiel de croissance.

C. Crises politiques et économiques

1. Instabilité politique et gouvernance

L'instabilité politique chronique à Madagascar, marquée par des transitions fréquentes de pouvoir et une gouvernance instable, a poussé de nombreux citoyens à se tourner vers le secteur informel, perçu comme plus résilient face aux changements politiques. Des études sur les effets de l'instabilité politique, telles que celles menées par le Centre d'Etudes Sociales et

Politiques (CESP), montrent que la confiance des citoyens dans les institutions publiques a diminué au fil des ans, ce qui a conduit à une forte augmentation du nombre d'activités informelles dans les secteurs de l'agriculture, du commerce et des services (CESP, 2020).

2. Chocs économiques et résilience informelle

Les crises économiques récurrentes, comme la crise de 2009 et plus récemment la pandémie de COVID-19, ont exacerbé la vulnérabilité de l'économie malgache. Lors de ces crises, le secteur informel a joué un rôle crucial en permettant à de nombreux travailleurs de maintenir un revenu, bien que dans des conditions précaires. En période de récession, les travailleurs informels ont dû développer des stratégies d'adaptation, souvent informelles et temporaires, pour faire face aux pertes d'emplois formels. Par exemple, selon une étude de l'Université d'Antananarivo (2019), environ 30% des travailleurs informels ont trouvé des sources de revenus alternatives pendant la pandémie (Université d'Antananarivo, 2019).

3. Réponses politiques aux crises et impact sur l'informel

Les réponses politiques aux crises économiques, notamment les restrictions sanitaires lors de la pandémie de COVID-19, ont impacté directement le secteur informel. Les mesures de confinement et les restrictions de déplacement ont fortement affecté les commerçants informels, en particulier ceux exerçant sur les marchés ou dans les rues (PNUD, 2020). Cependant, ces restrictions ont également poussé une partie du secteur informel à se réorganiser, notamment à travers la vente en ligne et d'autres formes de commerce adaptatives (PNUD, 2020).

SECTION III. IMPACT ECONOMIQUE ET SOCIAL DU SECTEUR INFORMEL A MADAGASCAR

A. Contribution à l'économie nationale

Le secteur informel joue un rôle crucial dans l'économie malgache, représentant plus de 80 % de l'emploi total. Selon une étude de l'ONU (2018), il contribue à hauteur de 31 523,7 milliards d'ariary par an à la valeur ajoutée nationale. Cette contribution est particulièrement marquée dans les zones rurales, où l'agriculture informelle est souvent la principale source de revenus pour de nombreuses familles. Dans les villes, notamment à Antananarivo, le commerce de rue est omniprésent, avec des milliers de petits commerçants qui vendent une variété de

produits allant des denrées alimentaires aux articles ménagers. Ces activités génèrent des revenus vitaux pour des millions de Malgaches, en particulier dans un contexte de faiblesse des emplois formels. En outre, le secteur informel stimule l'économie locale par le biais de transactions quotidiennes, la circulation de liquidités et l'accès à des biens de consommation essentiels pour la population (Banque Mondiale, 2019).

B. Impact social et réduction de la pauvreté

Le secteur informel joue également un rôle majeur dans la lutte contre la pauvreté en offrant des opportunités d'emploi aux individus exclus du marché du travail formel. Cette capacité à absorber une large part de la population active permet à de nombreux ménages d'améliorer leur niveau de vie, et ce, malgré des conditions de travail précaires. D'après le rapport de la Banque Mondiale (2020), les revenus générés par l'informel permettent à certains de financer des besoins de base comme l'éducation et les soins de santé, réduisant ainsi les inégalités sociales. Toutefois, bien que son impact soit tangible, cette contribution reste souvent sous-estimée dans les statistiques officielles. Cela rend difficile la reconnaissance du secteur par les autorités et son intégration dans les politiques publiques, qui continuent de se concentrer principalement sur les secteurs formels de l'économie (PNUD, 2021).

C. Limites et défis du secteur informel

Malgré son rôle fondamental, le secteur informel présente des limites notables. Les travailleurs informels sont fréquemment confrontés à des conditions de travail précaires, avec des revenus faibles et irréguliers, ainsi qu'à une absence totale de protection sociale. L'absence de régulation de ce secteur empêche l'application des normes de travail et de sécurité, exposant les travailleurs à des risques pour leur santé et leur sécurité (PNUD, 2021). En outre, cette informalité empêche la majorité des travailleurs d'accéder à des droits fondamentaux comme la sécurité sociale ou la retraite. Le manque de données fiables et de visibilité sur l'ampleur du secteur rend également difficile l'élaboration de politiques publiques adaptées. En conséquence, les travailleurs informels restent dans une situation de vulnérabilité, et l'intégration progressive de ces activités dans l'économie formelle demeure un défi majeur.

D. Recommandations et perspectives

Pour soutenir durablement le commerce de rue à Antananarivo et favoriser son intégration progressive dans une économie urbaine structurée, plusieurs axes d'intervention peuvent être envisagés :

1. Mettre en place des infrastructures de marché adaptées :
Il est crucial de construire ou de réhabiliter des espaces marchands avec des stands modulaires, des points d'eau, des sanitaires, et des zones d'approvisionnement sécurisées. Ces infrastructures doivent être accessibles géographiquement et financièrement, afin de réduire la précarité liée à l'occupation temporaire ou aléatoire de la voie publique. L'intégration de services de microfinance (crédit, épargne, assurance) sur ces sites pourrait renforcer l'autonomie économique des commerçants tout en facilitant leur transition vers la formalisation (Banque mondiale, 2020).
2. Simplifier les procédures d'enregistrement et d'imposition :
L'enregistrement administratif des vendeurs de rue, souvent perçu comme coûteux ou complexe, pourrait être allégé par des démarches dématérialisées, des guichets mobiles ou des partenariats avec des organisations communautaires. S'inspirer des Objectifs de développement durable (ODD), notamment la cible 8.3 de l'Agenda 2030 (Nations Unies, 2015), permettrait de promouvoir un cadre juridique souple mais incitatif à l'égard des travailleurs informels, favorisant la création d'emplois décents et le respect des droits sociaux fondamentaux.
3. Développer des programmes de formation adaptés :
Des sessions de formation technique et entrepreneuriale, axées sur la gestion financière, le marketing de rue, la qualité des produits ou encore l'utilisation des outils numériques (paiements mobiles, réseaux sociaux), peuvent accroître la rentabilité et la professionnalisation des activités informelles. Ces formations doivent tenir compte du niveau d'instruction hétérogène des commerçants, en privilégiant des approches participatives et en langue locale.
4. Encourager les partenariats public-privé inclusifs :
L'État, les collectivités locales, les ONG, les associations de commerçants, et le secteur privé peuvent créer ensemble des chaînes de valeur locales plus équitables, dans lesquelles les commerçants de rue jouent un rôle structuré : transformation légère de produits, distribution de proximité, recyclage, etc. De tels partenariats peuvent aussi ouvrir la voie à des marchés publics simplifiés (petits contrats de nettoyage, fourniture de denrées, etc.), renforçant la visibilité et la légitimité de ces acteurs.

5. Valoriser l'innovation sociale et l'organisation collective :
La mise en réseau des commerçants via des coopératives, des mutuelles de solidarité ou des groupements d'intérêt économique (GIE) peut contribuer à améliorer leur pouvoir de négociation, mutualiser les risques, et promouvoir l'accès aux droits (santé, retraite, maternité). Ces structures sont également des relais stratégiques pour la sensibilisation à la citoyenneté urbaine, à l'hygiène ou à la gestion de l'espace public.

En somme, pour qu'Antananarivo transforme son commerce de rue informel en un secteur résilient, innovant et équitable, il est indispensable d'adopter une approche globale, combinant réformes structurelles, politiques sociales inclusives et dynamiques locales participatives. Une telle démarche permettrait non seulement de renforcer la cohésion sociale urbaine, mais aussi de faire du secteur informel un levier de développement durable au cœur de la ville.

CONCLUSION GENERALE

Le secteur informel malgache, bien qu'il constitue un pilier essentiel de l'économie nationale, demeure un espace économique où règnent précarité et vulnérabilité. En représentant près de 47 % du PIB et en employant environ 80 % de la population active, il est un amortisseur social, mais il reste marqué par une faible productivité, une absence de protections sociales, et une privation significative de recettes fiscales pour l'État.

Les multiples contraintes structurelles telles que le chômage élevé, la pauvreté endémique, et les lourdeurs administratives freinent la formalisation progressive de ce secteur. Cependant, l'analyse réalisée met également en évidence l'existence de leviers pour transformer ce défi en opportunité. La simplification des démarches administratives et fiscales, l'accès accru au crédit et aux formations professionnelles, ainsi que l'amélioration des infrastructures pour les activités informelles sont autant de solutions concrètes pour intégrer ces acteurs économiques dans un système formel, tout en valorisant leur rôle dans la cohésion sociale et le dynamisme local.

Par ailleurs, une gouvernance renforcée, appuyée par une collaboration entre les secteurs public, privé et communautaire, pourrait permettre de surmonter les défis actuels et de créer un environnement propice au développement durable. La formalisation progressive, si elle est menée de manière inclusive et participative, peut contribuer à renforcer la productivité, à élargir les droits sociaux et à générer des revenus fiscaux supplémentaires.

En conclusion, le secteur informel n'est pas seulement un défi à résoudre ; il représente une opportunité stratégique pour reconfigurer l'économie malgache vers plus de résilience, d'inclusivité et de durabilité. L'engagement collectif sera la clé pour transformer ce secteur en un moteur de croissance équitable, tout en préservant le rôle vital qu'il joue dans la subsistance de millions de Malgaches.

REFERENCE BIBLIOGRAPHIQUE

1. Banque Centrale de Madagascar. (2018). *L'accès au financement et le secteur informel*. INSTAT. (2021). "Enquête sur l'Emploi et la Consommation des Ménages."
2. Banque Centrale de Madagascar. (2018). *Rapport annuel sur l'économie malgache*.
3. Banque Mondiale. (2019). *Pauvreté et développement à Madagascar : Une analyse des déterminants économiques*.
4. Banque mondiale. (2020). "L'Emploi Informel et le Marché du Travail à Madagascar."
5. Banque Mondiale. (2020). *L'impact du secteur informel dans la réduction de la pauvreté à Madagascar*.
6. Banque Mondiale. (2020). *L'informalité et la réduction de la pauvreté à Madagascar*.
7. Banque Mondiale. (2020). *L'informalité et la réduction de la pauvreté à Madagascar*.
8. Berthelemy, L., & Andriamihaja, H. (2017). *La croissance des micro-entreprises et leur intégration dans l'économie formelle à Madagascar*.
9. Centre d'Etudes Sociales et Politiques (CESP). (2020). *Instabilité politique et son impact sur l'économie informelle à Madagascar*.
10. CESP. (2020). *Instabilité politique et son impact sur les entreprises informelles à Madagascar*.
11. Fanomezantsoa, T. (2020). "Les Conditions de Travail et la Protection Sociale dans le Secteur Informel à Madagascar."
12. INSTAT. (2012). *Enquête sur le marché du travail à Madagascar*.
13. OCDE. (2019). *Le secteur informel à Madagascar : Défis et perspectives pour une économie inclusive*.
14. ONU. (2018). *Le secteur informel à Madagascar : Aperçu économique*.
15. Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). (2019). *Fiscalité et obstacles à la formalisation du secteur informel à Madagascar*.
16. Organisation des Nations Unies (ONU). (2018). *L'économie informelle à Madagascar : Données et analyse*.
17. PNUD. (2020). *Le système de protection sociale à Madagascar : Un état des lieux*.

18. PNUD. (2021). *Les conditions de travail dans le secteur informel à Madagascar.*
19. Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). (2021). *Les défis du secteur informel à Madagascar : Conditions de travail et vulnérabilités sociales.*
20. Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). (2021). *Les défis du secteur informel à Madagascar : Conditions de travail et vulnérabilités sociales.*
21. Rajaonson, R., et al. (2020). *Les impacts de la pandémie de COVID-19 sur le secteur informel à Madagascar.*
22. Razafindrakoto, M., & Roubaud, F. (2014). "Les Transitions dans les Pays du Sud : L'Exemple de Madagascar."
23. Razanamasy, M. (2019). "Les Activités Informelles à Antananarivo : Une Analyse de Terrain."
24. Université d'Antananarivo. (2019). *L'impact de la crise sanitaire sur le secteur informel malgache.*